

## **Etude de cas\_ Croissance économique chinoise**

Depuis 1979, la croissance de l'économie chinoise a battu tous les records mondiaux. De 1979 à 2011, le PIB avait progressé de près de 10 % par an en moyenne et le revenu par habitant avait quadruplé. La Chine est le deuxième pays du monde par son produit intérieur brut (PIB) nominal, derrière les États-Unis.

Une marge d'incertitude sur le rythme de la croissance chinoise fait douter de la réalité du processus de rattrapage. Derrière les mesures prises par le gouvernement chinois pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, on perçoit finalement le besoin de stimuler une croissance menacée de stagner dans les prochaines années, ce qui explique que toutes les politiques liées au changement climatique se trouvent sous la supervision de la Commission de réforme et de développement national (CRDN), l'agence étatique de planification responsable de la formulation de la plupart des politiques macroéconomiques.

Pan Yue, directeur adjoint de l'Agence chinoise de protection de l'environnement, la SEPA (State Environmental Protection Agency, en chinois Guojia huanjing baohu zongju) veut instaurer une prise de conscience évidente des autorités chinoises vis-à-vis de la gravité des atteintes sociales et environnementales. Il fait appel à votre expertise afin d'analyser les contrastes de la situation économique chinoise en vous appuyant sur vos connaissances et le dossier documentaire ci-joint.

**Ce sujet porte sur un travail méthodologique. Il contient quatre annexes :**

***Annexe 1 : Recherche : la chine en passe de combler son retard***

***Annexe 2 : La Chine, futur leader du high-tech mondial ?***

***Annexe 3 : La démographie en Chine : une bombe à retardement***

***Annexe 4 : Recul spectaculaire mais inégal de la pauvreté***

***Annexe 5 : La Chine : premier pollueur de la planète, toutes catégories confondues***

### **DOSSIER 1 – ANALYSE ÉCONOMIQUE A PARTIR D'UN DOSSIER DOCUMENTAIRE**

**1 -** Vous identifierez et vous caractériserez, exhaustivement, les contributions des principaux facteurs de croissance économique chinoise.

**2-** Comment la croissance économique chinoise se trouve-t-elle au péril des variables sociale et environnementale ?

ANNEXE 1

## Recherche : la Chine en passe de combler son retard

La Chine, comme le montre le dernier rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques (OST), a progressé de manière spectaculaire sur tous les fronts de la recherche et du développement. [...]

Alors que les États-Unis demeurent, et de loin, la superpuissance en matière de recherche et développement avec une dépense intérieure de 280 milliards de dollars (198 milliards d'euros), loin devant l'Union européenne (UE) avec 199 milliards de dollars et le Japon (113 milliards de dollars), la Chine s'invite à la table des grands avec une dépense de 101 milliards de dollars.

Une dynamique de progrès y est enclenchée. Ce pays a multiplié par plus de deux ses dépenses intérieures en R&D entre 2000 et 2005, propulsant sa part dans les dépenses mondiales de 6,2 % à 11,8 %, tandis que celles des États-Unis, de l'UE, et du Japon dans une moindre mesure, ont régressé. [...]

Dotée d'un capital humain gigantesque, la Chine est le pays qui compte le plus grand nombre d'étudiants : 23,4 millions, contre 17,3 millions aux États-Unis.

[...] En termes de chercheurs, [sur] les 6 millions recensés dans le monde, [...] les États-Unis [en] concentrent 1,4 million [...], contre 1,3 million dans l'UE et 1,1 million en Chine. [...]

Les publications constituent aussi un indicateur précieux pour mesurer la dynamique des équipes de recherche. La croissance de l'Asie, qui a gagné plus de 4 points entre 2001

et 2006, passant de 18,3 % à 22,4 % dans la part mondiale des publications, est là encore patente. Pour la seule Chine, le bond en avant a été phénoménal, le pays progressant de 96 % au cours de la période, se propulsant au troisième rang mondial. [...]

Autre indice important du dynamisme technologique d'un pays, les demandes de brevet européen de pays d'Asie explosent : leur part a augmenté de 41 %, tandis que celle des demandes émanant des pays d'Europe et d'Amérique du Nord a baissé de 11 %, toujours sur la période 2000-2006. Au sein du continent asiatique, la hausse des dépôts de brevets de la Corée du Sud (+ 205 %) et de la Chine (+ 124 %) est particulièrement remarquable. L'OST cite notamment la progression de cette dernière en électronique-électricité, celle de l'Inde en chimie - matériaux et pharmacie - et biotechnologies, et celle de la Corée du Sud en instrumentation, notamment.

Au plan mondial cependant, l'Europe, et l'UE en particulier avec 37,3 % des demandes de brevet, les États-Unis avec 28,9 % et le Japon (17,8 %) restent largement majoritaires. Ces trois grands dominent également le système de brevets américain, les États-Unis bénéficiant de plus de la moitié des demandes déposées (51,3 %), devant le Japon (21,3 %) et l'UE (14,7 %). Mais ici comme sur le Vieux Continent, leurs parts - à l'exception de celle du Japon - diminuent au profit de la Chine (+ 261 %).

Brigitte Perucca, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> janvier 2008.

ANNEXE 2

## La Chine, futur leader du high-tech mondial ?

Publié tous les trois ans depuis 1980, le rapport du *Georgia Institute of Technology* analyse la compétitivité technologique de 33 pays. Selon l'édition parue le 22 janvier 2008, la Chine pourrait bientôt être numéro un en termes de compétitivité technologique, détrônant ainsi, et pour la première fois, les États-Unis, leader depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le *High Tech Indicator* (HTI), utilisé dans cette étude, place la Chine devant les États-Unis, estimant son « niveau technologique » à un indice - calculé sur la base des exportations totales de produits high-tech - proche de 83 contre 76 pour le second. D'autres facteurs influençant la sphère technologique

(politique de compétitivité, infrastructures, dynamiques socio-économiques) sont pris en compte et permettent aux États-Unis de conserver encore une avance toute relative. Mais, au regard des tendances dégagées sur les quinze dernières années, la Chine, dont le HTI s'établissait à seulement 22 en 1993, a connu une amélioration - soutenue et continue - en termes de compétitivité technologique. L'édition 2007 du HTI souligne, par ailleurs, que la politique active de formation d'ingénieurs et de chercheurs devrait amplifier la dynamique chinoise.

Centre d'analyse stratégique,  
note de veille n° 91, février 2008.

## La démographie en Chine : une bombe à retardement

La Chine illustre à l'extrême les problèmes auxquels les pays qui connaissent une transition démographique rapide seront confrontés dans les décennies à venir. D'après des estimations récentes, la population chinoise devrait atteindre 1,6 milliard d'habitants en 2040, contre 1,2 milliard en 1995. Ensuite, elle devrait retomber en dessous de 1,4 milliard aux environs de 2100. [...]

Dans le domaine de l'emploi, la population en âge de travailler atteindra les 955 millions d'individus en 2020, contre 732 millions en 1995. L'augmentation massive de l'offre de main-d'œuvre concernera principalement le

marché urbain, ce qui posera de graves problèmes sociaux et écologiques, même si, dans un premier temps, les investisseurs pourront profiter d'une main-d'œuvre bon marché. La population en âge de travailler diminuera après 2020 pour atteindre les 800 millions de personnes vers la fin du siècle. Comme la proportion des nouveaux entrants sur le marché sera en baisse, les progrès enregistrés dans les domaines de la formation et des niveaux de qualification se ralentiront, ce qui entraînera une chute de la productivité.

Michel Andrieu, Programme de l'OCDE sur l'avenir,  
<http://www.observateurocde.org>

### **Annexe 4 : Recul spectaculaire mais inégal de la pauvreté**

Cette formidable croissance économique s'est traduite par un accroissement très net du niveau de vie. Depuis les années 1990 la Chine a gagné quatorze places (rang 85 en 2005) dans le classement de l'IDH, index de développement humain. En vingt-cinq ans, le pouvoir d'achat moyen par habitant a été multiplié par 4,5. Parallèlement à cet accroissement de la richesse, la pauvreté a reculé de façon spectaculaire. Selon le critère officiel, fondé sur un apport énergétique minimum de 2 100 kcal par jour, le nombre de pauvres dans les zones rurales est passé de 260 millions en 1978 à 85 millions en 1990, puis 28 millions en 2003. Les estimations de la Banque mondiale sont deux fois supérieures aux chiffres officiels.

En dépit de différences dans les critères d'évaluation et des écarts dans les estimations, la tendance à la réduction de la pauvreté est incontestable depuis le début des réformes économiques lancées en 1978. Mais ces résultats impressionnants ont été obtenus de façon inégale, historiquement et géographiquement. Historiquement, le recul de la pauvreté a été surtout concentré dans les cinq premières années de réformes. Pendant cette période, les réformes étaient focalisées sur l'agriculture avec la décollectivisation de la production agricole, une distribution égalitaire des terres et une certaine liberté accordée aux ménages pour le choix des cultures. Puis les réformes se sont portées sur l'industrie et le commerce extérieur. Si elles se sont traduites par un certain succès économique, elles semblent en revanche avoir été moins efficaces pour réduire la pauvreté par rapport à la 1ère phase.

Par ailleurs, le recul de la pauvreté n'a pas été uniforme dans tout le pays. La pauvreté est plus marquée dans les provinces intérieures que dans les zones côtières, qui ont été les principales bénéficiaires des réformes d'ouverture et de libéralisation. La pauvreté a quasiment disparu dans les villes depuis le milieu des années 1990 mais touche encore environ 10% de la population rurale. Cette dernière semble moins profiter des dividendes de la forte croissance chinoise.

Après avoir bénéficié de réformes agraires importantes au début des années 1980 qui se sont traduites par une amélioration très nette des conditions de vie en milieu rural, le développement des zones rurales s'est rapidement essoufflé, quelque peu délaissé par les politiques économiques. Les écarts se sont creusés avec les zones urbaines et côtières, plus dynamiques et portées par l'essor de l'industrie et du commerce extérieur. Pourtant, avec environ 800 millions de personnes en 2004, soit 60% de la population totale, la population rurale représente non seulement un réservoir gigantesque de main-d'œuvre mais aussi un moteur potentiel de croissance pour soutenir la consommation privée et relayer les investissements. Cela a été le cas au cours des précédents cycles économiques, la contribution de la consommation de la population rurale à la demande interne a été très forte, favorisée par les différentes réformes agraires.

## **Annexe 5 : La Chine : premier pollueur de la planète, toutes catégories confondues**

Après une période d'immobilisme plus revendicative que passive, la Chine a décidé de s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le premier pollueur de la planète n'atteint tout de même pas les ambitions des pays industrialisés. La Chine a en effet annoncé vouloir réduire son intensité carbonique de 40 à 45 % par point de PIB. Mais les experts prédisent un avenir bien sombre, les émissions chinoises vont grimper en flèche. Décryptage...

L'effort est relatif et non contraignant. Après une longue période de revendications, la Chine a finalement accepté de se joindre à la bataille planétaire. Refusant de se laisser dicter sa conduite, l'Empire du Milieu s'est longtemps battu pour que les pays riches assument leur responsabilité de pollueurs historiques. Sans toutefois se fixer d'objectifs contraignant, par crainte d'impacter son modèle économique florissant.

Selon des experts, les émissions de la Chine vont connaître un essor fulgurant durant les prochaines années. D'ici 2020, les émissions chinoises pourraient croître de 74 à 100 %. Nouvelle de mauvais augure qui pourrait être bien pire si le pays n'honore pas ses propres objectifs. Conditionnée également par une croissance économique de 8 %. « Avec 8 %, les émissions vont croître de 74 % », explique Emmanuel Guérin, coordinateur climat à l'Institut français du développement durable et des relations internationales. Selon ses calculs, la Chine émettrait 12,6 gigatonnes de CO2 équivalent (comprenant les autres gaz à effet de serre) en 2020. Soit une gigatonne de plus que le seuil maximum préconisé par l'économiste Stern, dans son rapport éponyme.

La Chine, actuellement premier pollueur de la planète, pourrait bien dépasser l'Union européenne, en termes de pollution par habitant, dès 2018. Au vu de la croissance économique attendue ces prochaines années, les émissions vont sensiblement augmenter, c'est un fait. Gageons que leurs faibles promesses soient au moins tenues.

*Albane WURTZ, in Développement durable.com - 10/12/2009.*